

**Commune de VÉNISSIEUX**

**Arrêté temporaire n°: 2024\_0152c**

**Objet : chaussée réduite pour travaux de dévoiement de poteau d'incendie**

**Lieux : boulevard Ambroise Croizat et du Dr. Coblod**

## **Le Président de la Métropole de Lyon**

**VU** le Code de la Route, et notamment les articles L411-1 à L411-7 ;

**VU** le Code de la Voirie Routière, et notamment les articles L.113-2 et L.115-1 ;

**VU** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1<sup>er</sup>, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

**VU** la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

**VU** le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**VU** le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvé le 8 décembre 2017 ;

**VU** le Règlement Général de la Circulation de la Ville de Vénissieux en date du 28 Janvier 2000 modifié ;

**VU** l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

**VU** l'avis de la Métropole de Lyon ;

**VU** l'avis technique favorable du LYvia n°202308806 et sous réserve que le demandeur ai vérifié la validation globale du LYvia auprès de la Métropole de Lyon ;

**VU** la demande formulée en date du 21 février 2024 par l'entreprise CHOLTON qui réalise des travaux de dévoiement de poteau d'incendie pour le compte de SYTRAL Mobilités ;

**CONSIDÉRANT** que pour exécuter cette occupation sur la chaussée, il convient de prendre l'arrêté qui régleme la circulation ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Du 04 au 06 mars 2024, de 09h00 à 16h00, boulevard Ambroise Croizat**

- la chaussée est réduite sur 125 mètres linéaires à partir du carrefour avec le boulevard du docteur Coblod dans le sens Sud > Nord
- la voie de circulation droite est neutralisée dans le sens Sud > Nord et le trafic est reporté sur la voie de circulation gauche
- la vitesse est limitée à 30km/h au droit du chantier
- les manœuvres de dépassement seront interdites à l'approche et à la hauteur du chantier ;

### **Article 2 : Du 07 au 15 mars 2024, de 07h00 à 17h00, boulevard Ambroise Croizat**

- la chaussée est réduite sur 125 mètres linéaires à partir du carrefour avec le boulevard du docteur Coblod dans le sens Sud > Nord
- la voie de circulation droite est neutralisée dans le sens Sud > Nord et le trafic est reporté sur la voie de circulation gauche
- la vitesse est limitée à 30km/h au droit du chantier
- les manœuvres de dépassement seront interdites à l'approche et à la hauteur du chantier ;

**Article 3 : Du 04 au 15 mars 2024, de 07h00 à 17h00, boulevard du docteur Coblod**

- la chaussée est réduite sur 35 mètres linéaires au droit du N°51 avec neutralisation de la voie de tourne-à-droite dans le sens Sud > Nord entre la rue Félix Brun et le boulevard Ambroise Croizat
- la vitesse est limitée à 30km/h au droit du chantier
- les manœuvres de dépassement seront interdites à l'approche et à la hauteur du chantier ;

**Article 4** : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place, entretenue et déposée conformément à la législation en vigueur par l'entreprise adjudicataire des travaux. Pendant la durée des travaux, l'entreprise devra obligatoirement apposer le présent arrêté aux extrémités du chantier. Elle devra également tenir constamment dégagés les ouvrages de lutte contre l'incendie.

**Article 5** : L'entreprise chargée des travaux dont il s'agit et responsable des mesures à mettre en œuvre est :

Entreprise CHOLTON  
197 Ancien Canal de la Madeleine  
69 440 CHABANIERE

**Article 6** : L'arrêté pourra être prolongé d'une semaine calendaire en cas de nécessité. En cas d'intempéries ou de retard dans l'évolution du chantier, le prolongement de la validité du présent arrêté, au-delà d'une semaine calendaire, devra être sollicité par l'entreprise chargée des travaux. Un nouvel arrêté prorogera les mesures prescrites ;

**Article 7** : Conformément au règlement de voirie, la sécurité et la continuité de circulation des piétons valides et à mobilité réduite, de passage des fauteuils roulants et de circulation des cyclistes seront conservées et rétablies conformément à la réglementation en vigueur ;

**Article 8** : Pendant la durée des travaux, l'entreprise devra obligatoirement laisser un ou plusieurs accès permettant au personnel chargé de la collecte des déchets d'approcher les contenants autorisés lors du passage de leur véhicule de service. En cas d'impossibilité, l'entreprise sera chargée d'apporter les contenants autorisés non accessibles au point de collecte le plus proche pouvant être desservi, puis de les ramener à leur point initial ;

**Article 9** : Lors de l'achèvement des travaux et avant la remise normale de la circulation, le domaine public devra être propre et satisfaire aux normes de circulation en vigueur ;

**Article 10** : Le demandeur installera l'arrêté au moyen de panneaux mobiles puis devra prendre contact avec la police municipale (04.72.50.02.72) pour faire établir un constat de panneaux au minimum 48h00 ouvrables avant le commencement des travaux. Les panneaux devront être parfaitement visibles et le présent arrêté devra y être apposé ;

**Article 11** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ;

**Article 12** : Le présent arrêté sera publié et affiché dans les formes d'usage.

## Article dernier

Mesdames, messieurs : la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole de Lyon peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Lyon, le 01/03/2024

Pour le Président de la Métropole,

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular blue official seal. The seal contains the text 'REPUBLIQUE FRANÇAISE' at the top and 'Métropole de Lyon' at the bottom, with a central emblem.

Fabien Bagnon  
Vice-Président délégué à la voirie et aux  
mobilités actives